

PRECARITE - DROITS DES FEMMES - DEGRADATION DES SERVICES PUBLICS

le NPA est et sera des luttes présentes et à venir !

Aujourd'hui, des acquis réels des luttes féministes passées sont remis en cause. On est d'une génération qui croyait et a grandi avec l'idée que certains droits étaient inscrits, devenus réalité et plus discutables.

Mais les femmes sont toujours en première ligne lorsqu'il s'agit de précarité par rapport au travail ou à la santé, du droits à disposer LIBREMENT de leur corps et sur d'autres thèmes encore comme la casse des services publics. Il n'existe pas de service public du 4^e âge, les femmes en seraient les principales usagères, étant donné qu'elles ont une plus grande espérance de vie en bonne santé que les hommes.

La montée du Front National illustre aussi malheureusement l'attaque minutieuse et sans complexe des femmes parce qu'elles sont femmes. Le FN est un parti antiféministe, il prône le cantonnement des femmes dans un rôle restreint de ménagère ou un rôle maternel, soit des valeurs familiales traditionnelles, hétérosexuelles, il rejoint en cela l'UMP qui ne laisse aucune place à d'autres formes de familles. Le FN va jusqu'à proposer un salaire maternel pour la mère au foyer, (et le père ???). Le FN est contre l'IVG et veut son déremboursement.

Au NPA, nous dénonçons et combattons ses positions réactionnaires. Pour les capitalistes l'IVG n'est pas rentable par conséquent avec la nouvelle gestion managériale et la recherche de profit dans les hôpitaux publics (regroupés maintenant sous le terme A.R.S., Agence Régionale de Santé), des centres IVG ferment ou diminuent leurs capacités d'accueil, mettant des femmes déjà angoissées par les impératifs de délais dans une position encore plus difficile. Les démarches à effectuer se heurtent à tant d'obstacles qu'elles deviennent compliquées voire impossibles. Sur Angers le MPPF a vu une diminution drastique de ses aides allouées par l'État, sur le point de licencier plusieurs de ses permanentes. NOUS REVENDIQUONS UN SERVICE PUBLIC REEL et pas théorique quand à l'accès aux soins pour tous et là spécifiquement pour les femmes quand à l'IVG (1/4 femme aura recours au moins 1 fois à l'IVG au cours de sa vie) . Nous voulons un accès à la contraception libre et gratuit. Le déremboursement des médicaments et des moyens de contraception et la mise en place des franchises médicales est une attaque majeure contre les femmes et les personnes pauvres qui y ont de moins en moins accès.

La lutte des femmes rejoint celles des lesbiennes, gays, bi et transfo. Au-delà des attaques réactionnaires envers les femmes (parité non respectée, valeurs traditionnelles...), l'UMP avec dans ses rangs un M. Vaneste ou une Mme Boutin rejoignent largement le FN avec des thèses totalement effarantes et attaquables en justice comme le parallèle entre pédophilie et homosexualité.

NOUS REVENDIQUONS l'ouverture du mariage au couple du même sexe, une reconnaissance des familles homoparentales, les mêmes droits pour tous notamment dans l'accès aux soins des personnes les plus fragilisées (ex : populations touchées par le VIH-SIDA).

Il n'existe pas d'égalité devant les soins si l'accès aux soins n'est pas totalement gratuit. Les franchises médicales, le déremboursement des médicaments, les dépassements d'honoraires ont transformé la SANTE en activité lucrative entièrement livrée au privée. Nous ne voulons pas l'aménagement de ces contre-réformes sarkozystes comme le présente Hollande MAIS leur abrogation. Après les élections il faudra rester mobiliser sur des exigences radicales pour défendre NOTRE SANTE qui est danger, les hôpitaux ferment des lits par dizaines, des maternité à dimension humaine ferment...

La précarité, outre de la santé, existe à tous les niveaux de ce qui caractérise une personne dans la société, le précaire n'est plus rare, il est la majorité. Précarité face au logement, face à l'emploi, face au quotidien... Nous sommes favorables au plafonnement des loyers et au respect stricto sensu de la loi SRU sur laquelle les municipalités riches de droite se lavent abondamment les pieds préférant payer cher la protection et le maintien de leurs ghettos de riches : « On ne sait jamais la pauvreté ou la précarité cela peut être contagieux » !!

Le service public de l'emploi ou Pôle Emploi ne remplit pas son rôle de réinsertion, d'information et d'accompagnement dans la recherche d'emploi ou de formation. En son sein, les salariés doivent répondre avec la pression de leur hiérarchie, à une logique de résultat paradoxale lorsqu'il s'agit de vie humaine où rien ne se décrète mais tout se construit petit à petit, avec des parcours tous différents et plus au moins fragmentés. Avec l'interdiction des licenciements que nous revendiquons les usagers de Pôle Emploi verraient leur nombre diminuer de fait, mais avant cela c'est l'OIT (Organisation Nationale du Travail) elle-même qui préconise un changement de stratégie tournée vers la croissance et prônant une augmentation des salaires pour lutter contre le chômage qui est supérieur à 10% en France). On ne peut pas accuser cette organisation d'être gauchiste. Sans ça, elle prédit un climat social houleux. NOUS EN SERONS. Chacun-E-s a le droit à un travail décent c'est-à-dire lui permettant de vivre et non de survivre, un travail qu'il choisit et non qu'il subit.

Les travailleurs du Pôle emploi eux-aussi sont précaires ! Ce service public se délite, de plus en plus d'intérimaires y tournent au gré de la demande, un bonne combine capitaliste où c'est l'humain qui est flexible en fonction des besoins, de même, de plus en plus d'usagers se transforment en clients car rediriger vers des sous-traitants, des agences de conseils en relooking et autres club fermés et élitistes fonctionnent en réseau d'influences et pistons. La fusion ANPE et ASSEDIC, sous Sarkozy, complètement improvisée, fut un véritable fiasco et a créé un véritable trouble dans les équipes qui toutes furent éclatées, devant se réorganiser seules et se former à des savoir-faire dont certains n'étaient pas destinés au départ.

Dans l'éducation, nous revendiquons la continuité d'une scolarité gratuite et laïque de la maternelle à l'université pour tous et toutes. L'argent public doit être versé aux seuls services publics de l'éducation. Nous proposons qu'une nationalisation laïque de l'enseignement privé puisse être engagée à terme, avec toutes les garanties salariales et statutaires pour son personnel, par intégration aux corps de fonctionnaires correspondant à leurs qualification. Dans les Mayennes, l'UMP Christophe Béchu et sa majorité de droite du Conseil général, refusent que les élèves puissent bénéficier d'un enseignement public de l'enfance à l'adolescence, ils refusent qu'un collège public et laïque puisse exister à côté du futur lycée au sein d'une cité scolaire et fasse concurrence aux QUATRE COLLEGES PRIVÉS de Beaupréau. La droite angevine défend ici, sous prétexte d'un manque d'effectifs ou une prétendue défense de l'enseignement confessionnel, un monopole et des intérêts privés.

Sur ce sujet aussi, nous serons à côté des associations de défense du service public de l'enseignement, jusqu'à gagner la lutte, on pourrait décliner notre slogan en : nos enfants valent plus que leurs profits !!

En ce qui concerne le droit des femmes, le droit à la santé, le droit au travail (avec un salaire minimum pas en-deçà de 1700 euros net) et le droit à l'éducation, nos luttes restent donc à conjuguer au présent et au futur. Il ne faut rien laisser et passer et maintenir notre vigilance et nos mobilisations. Car nous avons dégagé Sarkozy, maintenant libéré de cette présidence réactionnaire, dangereuse et si souvent raccord avec le FN, **nous voulons encore plus imposer une nouvelle répartition des richesses et retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance, le capitalisme broie les hommes et les femmes, nous leur crions : « NOS VIES VALENT PLUS QUE VOS PROFITS ! »**